

***Réseau SOLIDARITÉ
Itinérance du Québec
(RSIQ)***

**RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS
2005-2006**

**Adopté à l'Assemblée générale annuelle
Le 15 septembre 2006
À Drummondville**

Coordonnées :
CP 60140
5101, St-Denis
Montréal (QC) H2J 4E1
(514) 528-6466
nathalie.rech@videotron.ca

Table des matières

Présentation du RSIQ	4
Membres en règle 2005-2006	4
Remerciements.....	5
Objectif 1 : Financement fédéral des groupes en itinérance	6
Automne 2005 : Hausse des pressions sur le gouvernement Martin	6
Novembre 2006 : enfin une annonce !	8
Campagne électorale : des engagements insuffisants.....	8
Janvier 2006 : Arrivée des Conservateurs	8
L'après 2007 : un silence inquiétant.....	9
De nombreux appuis.....	9
On continue en 2006-2007 !	11
Calendrier des rencontres et contacts	11
Campagnes	12
Maintien de la participation au comité aviseur	13
Objectif 2 : Droits fondamentaux et Politique en itinérance.....	14
1. « Le Droit de cité » : La défense de droits, au cœur de nos préoccupations.....	14
2. Un Projet québécois de Politique en itinérance	16
Comité de travail politique.....	16
Implication de personnes en situation d'itinérance.....	17
Rédaction.....	17
Contenus	17
Tournée provinciale	18
Rencontre nationale de consultation (21-22 avril 2006).....	19
Couverture médiatique et rayonnement.....	19
Les suites.....	19
3. Cadre ministériel de référence sur l'itinérance	20
Objectif 3 : Lutte à la pauvreté	21
Objectif 4 : Logement.....	21
Objectif 5 : Vie associative.....	23
1. Production et diffusion d'information	23
Bulletin des régions.....	23
Site Internet RAPSIM.....	24
Autres publications.....	24
2. Vie associative	25
Assemblée générale annuelle.....	25
Membership	25
État des concertations en région	25
Participation aux activités	26
Comité de coordination et comité exécutif	26
Contribution bénévole	27
3. Partenariats	27
Regroupements nationaux.....	27
Collectif de recherche sur l'itinérance	28

National Housing and Homelessness Network (NHHN) / réseau national sur le logement et l'itinérance	28
Objectif 6 : Financement	29
Conclusion	30
Annexe : Interventions publiques	31

Présentation du RSIQ

Le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec (RSIQ), est un regroupement national, né en 1998 à l'initiative de plusieurs régions. Il favorise les échanges entre les régions, soutient les concertations régionales et fait la promotion des pratiques des groupes communautaires en itinérance.

Il vise, à la fois à :

- améliorer les conditions de vie des personnes en situation ou à risque d'itinérance,
- élargir les connaissances sur l'itinérance pour mieux l'évaluer et l'endiguer,
- faire avancer les droits universels sur les questions d'intégration sociale et de participation citoyenne,
- atténuer l'accroissement de la pauvreté par la promotion de solutions contrant les causes et les effets qui fragilisent les personnes déjà exclues.

Les moyens à sa disposition sont : l'échange d'informations, le partage d'expertise, la mobilisation collective et la représentation politique.

En 2005-2006, le RSIQ a continué de développer sa vie associative, la participation de ses membres à ses différentes activités, son Bulletin des régions et ses interventions politiques, publiques et médiatiques. Grâce à cela, le RSIQ a continué d'améliorer sa crédibilité au sein du milieu de l'itinérance et auprès des acteurs institutionnels et politiques.

Lors de la dernière AGA, le 23 septembre 2005, le RSIQ s'était donné un plan d'action ambitieux avec, entre autres, l'objectif de développer un projet québécois de Politique en itinérance qui corresponde aux besoins du milieu communautaire et soit un outil de défense des droits des personnes en situation ou à risque d'itinérance. Ce projet a été, avec le dossier du financement fédéral en itinérance, la majeure de notre année.

Membres en règle 2005-2006

Tables ou regroupements régionaux en itinérance :

• Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)	<i>70 membres</i>
• Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (T.A.P.I.L.)	<i>22 membres</i>
• Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil	<i>17 membres</i>
• Table itinérance de Vaudreuil-Soulanges	<i>6 membres</i>
• Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)	<i>25 membres</i>
• Table itinérance de Saguenay	<i>13 membres</i>
• Table de concertation sur l'itinérance de Sherbrooke	<i>25 membres</i>
• Comité de lutte contre l'itinérance en Outaouais urbain	<i>27 membres</i>
• Groupe Action Pauvreté Yamaska (Granby)	<i>20 membres</i>
• Table de concertation sur l'itinérance de Drummondville	<i>6 membres</i>
• Comité directeur de Trois-Rivières	<i>11 membres</i>
Au Bercail de St-Georges (Beauce)	<i>Organisme</i>
Le Répit du Passant (Rimouski)	<i>Organisme</i>
Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (CRI)	<i>Membre associé</i>

Note : le présent rapport présente le bilan des activités du RSIQ et non de ses membres.

Le comité de coordination

Le COCO est composé de 9 membres délégués par 8 concertations régionales. Voici quels étaient les délégués régionaux en 2005-2006 :

- ❖ Président : **Pierre Gaudreau**, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)
- ❖ Vice-président : **François Roy**, coordonnateur de Logemen'Occupe et délégué par le Comité de lutte en itinérance en Outaouais urbain (maintenant connu sous le nom de CRIO : Collectif régional de lutte en itinérance en Outaouais)
- ❖ Secrétaire-Trésorière : **Marie-Claude Vézina**, directrice de la Chaudronnée de l'Estrie et déléguée par la Table de concertation en itinérance de Sherbrooke
- ❖ Administratrice : **Lise Jean**, directrice de Passages et déléguée par le RAPSIM
- ❖ Administratrice : **Nathalie Brisseau**, coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)
- ❖ Administratrice : **Martine Martin**, intervenante à la Maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi et déléguée de la Table itinérance de Saguenay qui a remplacé en cours d'année **Anne-Marie Lapointe**, travailleuse sociale au Centre amical de La Baie
- ❖ Administrateur : **Jean-Marie Richard**, coordonnateur du Refuge La Piaule du Centre du Québec et délégué par la Table itinérance de Drummondville
- ❖ Administrateur : **Pierre Lord**, directeur de l'Abri de la Rive-Sud et délégué par la Table de concertation des sans domicile fixe de Longueuil / suppléance assumée par : **Diane Delorme**, agente de liaison de la Table
- ❖ Administrateur : **Gaétan Ennis**, directeur de Travail de rue Terrebonne et délégué par la Table Action Prévention Itinérance de Lanaudière (TAPIL)

La permanence

Nathalie Rech, coordonnatrice.

Remerciements

Le RSIQ tient à remercier chaleureusement les membres du COCO et les personnes qui ont contribué au comité de travail politique.

Merci à l'équipe du RAPSIM et à celle de Logemen'Occupe pour le soutien accordé à la permanence tout au long de l'année.

Merci à Sylvie Lajoie de La Piaule qui a continué d'effectuer la comptabilité du Réseau en 2005-2006 et à Josée Saint-Germain qui a repris le dossier depuis quelques mois.

Merci à l'ensemble de nos membres dans toutes les régions qui ont participé à nos activités et se sont mobilisés au cours de l'année, notamment dans le dossier IPAC et dans la campagne « Droit de cité ».

Merci aux groupes et regroupements alliés qui ont appuyé nos actions et campagnes.

Merci à La Chaudronnée de l'Estrie pour sa collaboration.

Objectif 1 : Financement fédéral des groupes en itinérance

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2005-2006 :

Au fédéral : obtenir un programme IPAC 3 bonifié, généraliste et disponible le plus rapidement possible

Cette année encore, une grande partie des énergies mobilisées au sein du RSIQ ont été consacrées aux enjeux relatifs au financement des groupes en itinérance, plus particulièrement sur la scène fédérale puisqu'il y avait un risque que le financement fédéral cesse au 31 mars 2006 avec comme conséquence redoutée une rupture importante au niveau des services offerts et des interventions faites auprès de la population itinérante ou à risque.

Dans ce dossier, la mobilisation des groupes en région ainsi que des alliés et partenaires du RSIQ s'est opérée à travers plusieurs campagnes en faveur de la reconduction et de la bonification d'IPAC (Initiative de partenariats en action communautaire). Plusieurs actions ont également été organisées, au plan national et en région.

Déjà en 2004-2005, nous avons mené de nombreuses représentations afin d'obtenir que se concrétisent les engagements pris par le Parti libéral du Canada en campagne électorale en juin 2004, ce qui n'avait pas encore été fait au début de l'automne 2005 lorsque nous avons adopté notre plan d'action pour 2005-2006.

Les activités relatives à IPAC 3 qui ont été menées cette année sont de plusieurs natures : rencontres, rédaction de mémoires et outils, participation à des consultations, campagnes, communiqués et conférences de presse, manifestations. IPAC 3 a également été à l'ordre du jour de chacune des rencontres de notre comité de coordination et de notre exécutif. Voici un exposé chronologique du déroulement du dossier IPAC cette année.

Automne 2005 : Hausse des pressions sur le gouvernement Martin



Le 12 septembre 2005, une **mise en demeure** était envoyée par huissier au Premier ministre, Paul Martin, afin qu'il procède à une annonce d'IPAC 3. La même journée, des membres du RSIQ organisaient des actions publiques dans plusieurs régions simultanément pour souligner l'urgence d'une telle annonce.

Photo : Jean Casaubon, action du 12/9/2005 à Longueuil

Près de 300 personnes ont participé à ces actions qui se sont déroulées à Montréal (devant les bureaux du SNSA), à Longueuil (devant les bureaux de Service Canada), à Ottawa (devant la résidence du Premier ministre), à Québec (devant les bureaux de Service Canada). À Drummondville, une conférence de presse a été donnée à La Piaule. À Sherbrooke, on avait demandé aux manifestants de « se mouiller pour l'itinérance » (dans la rivière St-François), Jean Perrault, maire de Sherbrooke ainsi que Serge Cardin, député bloquiste s'étaient prêtés au jeu.



Action du 12/9/2005 à Montréal



Action du 12/9/2005 à Sherbrooke

La mise en demeure donnait un délai de 10 jours au Premier ministre pour respecter son engagement et faire l'annonce de la reconduction d'IPAC. Il nous a fallu attendre début novembre pour obtenir une rencontre avec une personne de son cabinet.

Devant le silence des Libéraux, d'autres actions ont été entreprises. Le 14 octobre 2005, une trentaine de représentants du RSIQ occupaient les bureaux de comté de la Ministre fédérale des Ressources humaines et députée de Westmount Ville-Marie, Mme Lucienne Robillard afin que celle-ci intervienne auprès de Joe Fontana en faveur d'IPAC 3. L'**occupation** se concluait par une conversation téléphonique avec la ministre Robillard au cours de laquelle celle-ci s'est engagée à parler du dossier avec Fontana.

Photo : Marie-Claude Vézina, action du 14/10/2005



Le 21 octobre 2005, Fontana se commettait publiquement en répondant à des groupes de Gatineau qu'une reconduction serait annoncée d'ici deux semaines.

En octobre 2005, le RSIQ a produit un autre mémoire sur IPAC 3 à l'intention du **Comité permanent des finances de la Chambre des communes**. La recommandation qui en ressort est d'allouer une enveloppe de 100 millions \$ de plus au Québec, ce qui donnerait 150 millions \$ pour les 3 années de la 3^e phase.

Cette recommandation découle d'un bilan d'IPAC 2 dans les différentes régions sur lequel le RSIQ a travaillé et qui permet de mettre en lumière les besoins financiers relatifs à une 3^e phase du programme. Il ressort de cette analyse que dans la plupart des régions les besoins étaient 3 fois plus élevés que les sommes disponibles.

Nous nous sommes inscrits pour participer à une séance de consultations pré-budgétaires du Comité permanent des finances, qui s'est déroulée le 1^{er} novembre 2005 à Montréal. Celle-ci n'a pas eu de suite puisque quelques semaines après, des élections étaient déclenchées.

Novembre 2006 : enfin une annonce !

Le 22 novembre 2005, lors d'un forum public tenu à Ottawa, le ministre Fontana annonçait la reconduction d'IPAC et des autres programmes de l'INSA. Cette annonce nous a soulagés, même si elle n'était que pour un an (jusqu'au 31 mars 2007), ce qui signifiait que l'on devrait tout de suite recommencer à travailler sur l'après 2007.

Fontana annonçait **134,8 millions \$**, ce qui représentait un tiers de l'enveloppe 2003-2006, même si celle-ci avait en fait été livrée sur 2 ans tout au plus. Son objectif avec cette année additionnelle était d'éviter une rupture de services. Cette annonce est un gain important, arraché à la veille du déclenchement des élections (le 27 novembre). Près de 500 groupes sociaux ainsi que plusieurs municipalités du Québec avaient appuyé le RSIQ dans sa demande adressée aux Libéraux (*voir liste des campagnes*).

Finalement, nous n'avons jamais su la teneur du Cadre national de référence en logement que projetait de mettre en place le ministre Fontana et pour lequel il avait mené une consultation pancanadienne à laquelle nous avons participé en 2004-2005. Rappelons que cette consultation avait été suivie de travaux au SNSA et à la SCHL qui devaient vraisemblablement conduire à une nouvelle conception du financement fédéral en logement et en itinérance. Le projet qui devait être adopté par le Conseil des ministres n'aura jamais été à son agenda.

Campagne électorale : des engagements insuffisants

Lors de la campagne électorale entamée fin novembre 2005, les différents partis ont été interpellés sur les questions de l'itinérance et du logement social. Seul le Bloc Québécois reprenait notre demande de renouveler IPAC et d'y allouer 50 millions \$ par année au Québec. Les plateformes du Bloc et du NPD prévoyaient également un réinvestissement du fédéral en logement social.

Le Parti Conservateur quant à lui ne prévoyait aucune mesure en itinérance et seulement un 200 millions \$ en crédit d'impôt pour les promoteurs privés de logement abordable. Une vision très restreinte des problématiques qui nous laissait entrevoir des difficultés en cas de victoire des Conservateurs.

Janvier 2006 : Arrivée des Conservateurs

Le 23 janvier, c'est finalement un gouvernement conservateur minoritaire qui était formé, avec comme premier ministre Stephen Harper. Le 7 février, c'est Diane Finley qui est

nommée ministre des Ressources humaines et du développement social et qui hérite parmi ses nombreux dossiers de ceux du logement et de l'itinérance.

Nous avons mené campagne pour que Finley assure la poursuite du financement IPAC d'un an (jusqu'au 31 mars 2007) tel qu'annoncé par Fontana. Ceci a été fait même si pour l'officialiser, l'entente Canada / Québec tarde à être signée.

Les groupes promoteurs avaient - dès janvier - reçu les formulaires de demande de projet (d'abord pour la prolongation de projets existants). L'analyse a pu commencer aussi tôt que début février 2006 dans les régions. Afin d'accélérer le processus d'analyse, l'étape du comité aviseur a été sautée pour les prolongations. Les agents de Service Canada ont pu faire des avances de fonds (jusqu'à 25% du montant initial du projet dans la phase II) aux groupes en attendant que la ministre signe l'entente Canada / Québec et les projets, ce grâce à une entente conclue entre les affaires intergouvernementales des deux gouvernements, 3 semaines avant le 1^{er} avril 2006.

Le gouvernement Harper a décidé de maintenir l'investissement de 134.8 millions \$ dans l'INSA, ce qu'il n'a pas fait dans tous les programmes fédéraux, ce qui est très positif. Pour les projets IPAC déjà en cours dans la phase II, 90 % des budgets de ressources humaines ont pu être prolongés. Dans 5 régions, il y a eu des coupures (Québec, Gatineau, Sherbrooke, Lanaudière, Drummondville) ; il manquait environ 1 million \$ pour poursuivre l'ensemble des interventions humaines. Dans les 7 autres communautés IPAC, de nouveaux projets ont pu être déposés même si l'enveloppe disponible n'a pas suffi à combler l'ensemble des besoins (par exemple, à Montréal 19 millions \$ de demandes contre 5,4 millions \$ pour de nouveaux projets).

L'après 2007 : un silence inquiétant

À la date d'écrire ce rapport, le gouvernement Conservateur n'a toujours pas pris d'engagement quant à la poursuite de l'INSA après le 31 mars 2007, ce qui demeure très inquiétant pour nous.

En effet, tant dans le discours du trône (5 février) que dans le 1^e budget Flaherty (2 mai 2006), aucune mention n'a été faite du financement en itinérance. Le budget annonce toutefois des mesures sur le logement (confirmation d'une partie du « deal » PLC / NPD de mai 2005).

Par ailleurs, les Conservateurs ont poursuivi la fusion qu'avaient amorcés les Libéraux entre la SCHL et le SNSA en créant la Direction du logement et des sans-abri.

Le bureau de Finley n'a pas encore répondu favorablement à nos demandes de rencontre, ce qui nous prive d'une occasion de connaître ses positions et intentions dans les dossiers qui nous préoccupent. En juin, suite à une action des groupes de Gatineau, le ministre Cannon, lieutenant de Stephan Harper au Québec, acceptait de nous rencontrer et s'engageait lors de cette rencontre à tenter de nous obtenir un rendez-vous avec le cabinet de la ministre Finley.

De nombreux appuis

Devant le silence inquiétant des Conservateurs à l'égard de la poursuite du financement après le 31 mars 2007, le RSIQ a fait de nombreux efforts pour obtenir des appuis à sa

demande. Depuis les élections, plusieurs de nos membres ont mené des représentations dans leur région respective pour obtenir un soutien de leurs municipalités. Pour l'instant, les **municipalités** de Gatineau, Montréal, Saguenay et Sherbrooke ont appuyé nos demandes, ainsi que l'Arrondissement de Ville-Marie à Montréal, celui de la Cité à Québec et la MRC de Gatineau.

Par ailleurs, le RSIQ a fait des représentations auprès de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération canadienne des municipalités. À la FCM, l'itinérance est une préoccupation importante, de même que le logement abordable et un groupe de travail réunissant élus et fonctionnaires municipaux de plusieurs villes canadiennes a été formé pour produire un rapport démontrant les bénéfices des programmes IPAC et de logement abordable sur la revitalisation des quartiers. Ce rapport devrait être prêt à la mi-octobre 2006.

Le RSIQ a également sensibilisé les **partis d'opposition** au dossier IPAC et leur a demandé une action en ce sens.

Concernant le NPD, nous avons rencontré son chef, Jack Layton, puis la critique Irene Mathyssen. Des questions ont été adressées par le NPD concernant les programmes logement et itinérance.

Concernant le Bloc Québécois, il faut rappeler que lors de la précédente session parlementaire, nos représentations avaient porté fruit et le critique Christian Simard avait plusieurs fois appuyé nos actions. Son remplaçant, Christian Simard, nouvellement arrivé à la Chambre des Communes, nous a rencontrés à plusieurs reprises et a accepté de participer à une conférence de presse conjointe avec le RSIQ et l'ATEH (Alliance To End Homelessness), une coalition de groupes d'Ottawa avec qui nous faisons notre 1^e collaboration en juin 2006. À cette occasion, une douzaine de militants du RSIQ et de l'ATEH assistaient à la période de questions en Chambre au cours de laquelle M. Ouellet posait une question sur la prolongation d'IPAC à Diane Finley. Une question écrite a également été adressée à laquelle nous devrions avoir réponse au cours de l'été 2006.

À la fin de juin 2006, le critique du Bloc entamait une tournée des régions à laquelle plusieurs membres du RSIQ ont participé. Cette tournée lui a permis de visiter entre autres le Répît du Passant à Rimouski, le Centre le Havre de Trois-Rivières, l'Auberge du cœur Raymond-Roy à Victoriaville, le Centre Jacques-Cartier à Québec et le Tremplin 16-30 à Sherbrooke. Il aura également rencontré les responsables de Quali-Logis, de l'Accueil Poirier et de la table itinérance de Sherbrooke. Cette tournée devrait donner lieu à d'autres rencontres au Québec en septembre 2006 et ailleurs au Canada en août 2006.

Du côté du PLC, une rencontre a eu lieu en juin 2006 avec Marcel Proulx, député de Hull-Aylmer. Ceci nous a permis de lui faire part des difficultés rencontrées par plusieurs groupes (notamment de son comté) dans la mise en place de l'année de prolongation ainsi que de nos inquiétudes quant à la poursuite après 2007. Ceci a donné lieu à une conférence de presse au début juillet. La critique du PLC, Bonnie Brown, a aussi livré un communiqué national sur le sujet à la fin juillet en collaboration avec le bureau de Marcel Proulx.

Tout au long de l'année 2005-2006, nous avons alimenté nos contacts auprès des groupes actifs dans les autres villes canadiennes et tenté de développer davantage leur implication dans la reconduction d'IPAC (*voir section Partenariats*).

On continue en 2006-2007 !

À la date où nous écrivons ce rapport, Ottawa n'a toujours pas annoncé la reconduction de l'Initiative nationale pour les sans-abri au-delà du 31 mars 2007.

Les pressions se poursuivent pour que l'IPAC soit reconduit et bonifié comme programme généraliste, et ce, dès le 1^{er} avril 2007 et sans que cela soit attaché à un programme de logement, ou un type d'interventions.

Nous insistons également dans nos représentations pour que le modèle de livraison basé sur une approche communautaire soit maintenu compte tenu des gains importants que cela a permis au niveau de la concertation et des projets dans chacune des régions.

Le refus de dialogue de la part du Gouvernement Conservateur est l'écueil majeur que nous avons rencontrés car nous ne pouvons même pas compter sur un engagement de leur part, étant donné qu'ils sont restés silencieux sur le sujet depuis leur arrivée au pouvoir.

Un nombre important d'organisations se sont mobilisées dans les campagnes du RSIQ. Dans le milieu de l'itinérance, la préoccupation relative à la poursuite du financement fédéral est largement partagée. Parmi les autres groupes sociaux, la pertinence de ce programme est également davantage reconnue comme le démontre l'appui à notre demande de plus de 350 groupes depuis l'élection des Conservateurs. Les interventions de plusieurs municipalités sont des gestes importants qui méritent également d'être soulignés, de même que les efforts de la FCM en faveur d'IPAC.

Calendrier des rencontres et contacts

Outre les rencontres mentionnées ci-dessous, de nombreux contacts téléphoniques ont été faits cette année avec la direction du SNSA pour le Québec, notamment afin d'assurer un suivi sur la prolongation d'un an d'IPAC.

13 septembre 2005	Ottawa	Responsables SNSA	Jane Weldon Sylvie Guibert Ann Bonner
23 janvier 2006	conférence téléphonique	Responsables SNSA	Ann Bonner
26 janvier 2006	conférence téléphonique	Responsables SNSA	Ann Bonner

Plusieurs rencontres politiques ont eu lieu, avec les élus du gouvernement en place, comme avec ceux des partis d'opposition. Depuis les élections fédérales et l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, nous avons tenté, pour l'instant sans succès de rencontrer la ministre responsable, Diane Finley en charge de Ressources Humaines et Développement social Canada.

10 novembre 2005	Montréal	Directrice cabinet Premier ministre Martin	Hélène Scherrer
13 mars 2006	Cowansville	Critique du Bloc en matière de logement et d'itinérance	Christian Ouellet
18 avril 2006	Montréal	Chef du NPD	Jack Layton
31 mai 2006	Ottawa	Députés du Bloc	Christian Ouellet + Richard Nadeau
7 juin 2006	Ottawa	Critique du Bloc	Christian Ouellet
7 juin 2006	Ottawa	Critique du NPD en matière de logement	Irene Mathysen
27 juin 2006	Gatineau	Ministre des Transports et Lieutenant du Qc	Lawrence Cannon
28 juin 2006	Gatineau	Député du PLC	Marcel Proulx

D'autres organisations ont été rencontrées au sujet d'IPAC :

- Le 31 mai 2006, nous rencontrons la coalition d'Ottawa Alliance To End Homelessness (ATEH) à leurs bureaux.
- Le 28 juin 2006, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) à leur siège d'Ottawa.

Campagnes

période	Type de campagne	adressée à	Occasion / sujet	résultats
Été 2005	Lettres d'intention	RSIQ	Énoncer projet potentiel IPAC 3	35 lettres d'intention de projet
20-21-22 septembre 2005	Fax rouge	Joe Fontana Nathalie Normandeau	Rencontre des ministres logement à Halifax	121 fax
1-4 novembre 2005	Fax rouge	Joe Fontana	Pour que Fontana tienne parole	280 fax
<i>Toutes campagnes dirigées vers Gouv. Martin</i>				<i>Total : 498</i>
13-22 décembre 2005	Fax rouge	Ann Bonner Robert Faulkner	Mise en place année de prolongation	123 fax
Débuté en mars 2006 (se poursuit)	Fax	Diane Finley CC : L. Cannon	Reconduction au-delà de 2007	317 (au 30 juin 2006)
16 juin 2006	Fax rouge	Lawrence Cannon	Occupation bureau Cannon	43 fax

Maintien de la participation au comité aviseur

Au cours de l'année 2005-2006, les représentants du RSIQ ont continué à siéger sur le **comité aviseur fédéral provincial d'IPAC 2**. Ce comité assure une vigilance dans le suivi de la mise en œuvre des projets d'IPAC 2. Notre participation a été assumée par Jean-Marie Richard de la Piaule du Centre du Québec, Pierre Gaudreau du RAPSIM et Nathalie Brisseau du RAIQ. 8 rencontres ont eu lieu au cours de l'année (la plupart téléphoniques).

Objectif 2 : Droits fondamentaux et Politique en itinérance

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2005-2006 :
Défendre les droits des personnes en situation d'itinérance et obtenir des mesures progressistes d'ordre fédéral, provincial, régional et local

1. « Le Droit de cité » : La défense de droits, au cœur de nos préoccupations

Le Comité de travail politique avait travaillé en 2004-2005 sur une déclaration des droits en faveur des personnes en situation d'itinérance, déclaration qui vient appuyer le besoin d'une politique en itinérance.

Ce texte, intitulé « **le Droit de cité** », reconnaît différents besoins et des droits qui y correspondent : droit au logement, droit à un revenu minimum décent, question de l'accessibilité aux services, citoyenneté, etc. Autre affirmation du « Droit de cité » : l'itinérance n'est pas une fatalité et il est de notre responsabilité collective de faire en sorte que personne ne se retrouve sans abri, sans ressources, ni sans soutien, condamné à une vie d'errance à la marge de la société.

« Le Droit de cité » a fait l'objet d'un dépôt au cours des États généraux (mai 2005) et d'une campagne de signatures entre juin et décembre 2005 dont l'objectif était de rallier le plus d'appuis possibles d'organisations, d'individus et de personnalités dans l'ensemble des régions du Québec.

Le 8 juillet 2005, « Le droit de cité » faisait l'objet d'un lancement à Sherbrooke; une trentaine de personnes y assistaient.

Les groupes de l'Estrie se donnaient alors comme objectif de rassembler un millier de signatures d'ici l'automne.

Dans toutes les régions, l'été et l'automne 2005 ont été l'occasion de plusieurs relances de la campagne en vue d'augmenter le nombre d'appuis recueillis.



Photo : Marie-Claude Vézina, Action du 8/7/2005 à Sherbrooke

La 16^e Nuit des sans-abri s'est déroulée le 21 octobre 2005 avec en toile de fond « Le Droit de cité » qui a pris une grande place dans le déroulement de la Nuit, dans toutes les régions. Depuis plusieurs années, La Nuit des sans-abri porte des revendications qui

sont directement en lien avec « Le Droit de cité », c'est-à-dire le droit pour tous d'exister, de faire partie de la société, et ce, à part entière.

La revendication majeure de la Nuit pour 2005 est la reconnaissance de l'itinérance, et ce à deux niveaux : social (admettre que l'itinérance fait partie de notre société et qu'il y a des solutions à envisager afin d'agir contre l'exclusion sociale) et financier (admettre que le travail fait par les groupes est important et significatif, que les organismes communautaires sont des acteurs de changements sociaux impliqués et sérieux dans tout ce qui touche l'itinérance, que ces groupes ont besoin des argents pour maintenir leurs actions et aller de l'avant). Une des revendications de la Nuit est que le gouvernement prenne en considération « Le Droit de cité » et mette sur pied une politique visant à faire de l'itinérance une priorité d'intervention.

À l'occasion de la Nuit, les participants ont d'ailleurs accordé le Prix pompon d'or au RSIQ.

La déclaration a reçu en quelques mois près de 7 700 appuis individuels et l'appui de plus de 330 organisations, dont une vingtaine de regroupements nationaux, parmi lesquels la section canadienne francophone d'Amnistie Internationale. Parmi les individus signataires, de nombreuses personnalités de différents milieux ont souhaité démontrer de leur solidarité envers les sans-abri : élus municipaux, provinciaux et fédéraux, leaders du milieu syndical et communautaire, artistes, médecins, chercheurs et professeurs, etc.

La participation des personnes usagères

Un grand nombre de personnes en situation d'exclusion ou d'itinérance se sont portées signataires de la déclaration, celle-ci étant affichée dans plusieurs ressources communautaires en itinérance. Cela a permis d'une certaine manière d'informer les personnes de leurs droits et des efforts de défense de droits qui sont faits par les organismes communautaires qu'elles fréquentent.

Le 13 décembre 2005, on soulignait par un événement national les quelques 8 000 signatures à « Droit de cité ». À cette occasion, des usagers et usagères de ressources étaient présents parmi les 150 manifestants. Un groupe d'usagères de l'organisme Passages a même confectionné une bannière pour l'occasion.





L'événement se déroulait à Montréal et plusieurs personnalités y ont pris la parole : Françoise David, Gérald Larose, France Labelle (alors présidente du RAPSIM) en plus des représentants du RSIQ : Pierre Gaudreau, Marie-Claude Vézina, Nathalie Rech. Parmi la centaine de personnes venues de plusieurs régions pour l'occasion, on retrouvait l'artiste Armand Vaillancourt et le député bloquiste Maka Kotto.

Photo : Gaétan Ennis, Action du 13/12/2005

Outre la couverture médiatique (décevante) à l'occasion des événements du 8 juillet et 13 décembre, le RSIQ a également produit deux articles parus dans la rubrique info-RAPSIM du magazine L'itinéraire : « Campagne sur la déclaration Droit de cité » en septembre 2005 et « La pauvreté, c'est à l'année : lancement des signatures à Droit de cité » paru le 15 décembre 2005.

2. Un Projet québécois de Politique en itinérance

La nécessité d'un engagement de l'ensemble des paliers de gouvernement est un constat partagé par les organismes qui oeuvrent auprès des personnes en situation d'itinérance et d'exclusion sociale.

Les membres du RSIQ ont identifié le besoin de se doter d'une politique québécoise spécifique qui permette de s'attaquer sous plusieurs angles aux problématiques reliées à l'itinérance, en amont comme en aval. C'est pourquoi, dès décembre 2004, un comité de travail a été formé pour se pencher sur un projet québécois de politique en itinérance.

Comité de travail politique

Des personnes provenant de plusieurs régions et milieux d'intervention formaient le comité :

Jean Comtois	Tremplin 16-30 (Sherbrooke)
Gaétan Ennis	TAPIL / Travail de rue Terrebonne
Jean Gagné	Équipe itinérance du CLSC des faubourgs (Montréal)
Lise Jean	Passages (Montréal)
Patricia Viannay	RAPSIM (Montréal)
Gisèle Denoncourt	Auberge du coeur Habit-Action (Drummondville) /
Regroupement des Auberges du cœur	
Jean-Marie Richard	Refuge La Piaule du Centre du Québec (Drummondville)

Le Comité de travail s'est réuni 7 fois au cours de l'année. Ses membres ont aussi été sollicités à l'extérieur des rencontres pour effectuer des recherches, rédiger certaines sections du document ou relire les documents de travail.

Dates et lieux des rencontres du Comité :

18 juillet 2005, Drummond
3 octobre 2005, Drummond
4 novembre 2005, Montréal
28 novembre 2005, Montréal
15 décembre 2005, Montréal
9 janvier 2006, Montréal
31 janvier 2006, Montréal

Implication de personnes en situation d'itinérance

Des personnes en situation d'itinérance ont contribué aux réflexions entourant cette plateforme de revendications. Nous tenons à les remercier ainsi que les équipes de l'organisme Passages et de la Maison d'accueil des sans-abri de Chicoutimi qui ont organisé et animé des séances de consultation.

Rédaction

La rédaction du document s'est échelonnée sur plusieurs mois, avec comme point de départ une table des matières qui plaçait les droits fondamentaux en exergue et voulait laisser la place à des principes directeurs tout en centrant la réflexion autour de mesures concrètes permettant d'apporter des solutions à l'itinérance.

Contenus

En dehors d'un portrait de l'itinérance au Québec et de l'énoncé de principes, le projet de politique en itinérance développé au RSIQ s'articule autour de 6 axes (les grands droits) :

1. droit de cité (qui regroupe les préoccupations liées à l'occupation de l'espace public et au syndrome du « pas dans ma cour »);
2. droit à un revenu décent pour tous;
3. droit au logement;
4. droit à l'éducation;
5. droit à la santé;
6. réseau d'aide et de solidarité (cette section regroupe les enjeux liés aux groupes communautaires intervenant auprès des personnes en situation ou à risque d'itinérance).

Pour chacun de ces axes, sont énoncées un certain nombre de moyens d'action qui se déclinent en un état de situation et des revendications qui tentent d'y répondre. Le projet de politique constitue donc **une plateforme nationale de revendications**, la première du RSIQ et la toute première expérience du genre dans le secteur de l'itinérance au Québec.

Cette plateforme reprend certaines des revendications déjà portées par d'autres mouvements de défense de droits (entre autres dans les domaines de la lutte à la pauvreté, du logement, de la santé mentale, de l'action communautaire autonome). Elle

énonce également des revendications propres à notre domaine d'intervention et à la population itinérante. La plateforme tente de faire le tour du phénomène complexe qu'est l'itinérance et de la diversité de solutions tant en amont qu'en aval.

Tournée provinciale

Dès l'automne 2005, le RSIQ informait de façon régulière ses membres du travail autour du projet de politique, soit dans le bulletin des régions, soit lors de rencontres régionales ou à l'occasion d'activités.

Au printemps 2006, le RSIQ a réalisé **une tournée provinciale de consultation** pour prendre le pouls des différentes régions sur les revendications amenées par le comité de travail. Ces rencontres ont permis d'énoncer un certain nombre de propositions d'amendements. Dix (10) rencontres se sont tenues avec les membres des concertations régionales, principalement des intervenants et gestionnaires, ainsi que des personnes usagères.

Table	date	Nb participants	objectifs abordés
Table de concertation en itinérance de Saguenay	8 mars	13	Tous
Table des sans domicile fixe de Longueuil	9 mars 2006	11	Droit au logement Réseau d'aide Droit de cité
Table Action Prévention en Itinérance de Lanaudière (TAPIL)	14 mars 2006	7	Tous
Comité de lutte contre l'itinérance en Outaouais urbain	15 mars 2006	17	Revenu Droit au logement Droit à la santé Réseau d'aide
Table Itinérance de Vaudreuil-Soulanges	21 mars 2006	9	Revenu Réseau d'aide Droit à la santé
Table Itinérance de Drummondville	22 mars 2006	11	Revenu décent Réseau d'aide Droit de cité
Table itinérance de Sherbrooke	23 mars	44	Tous
Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)	30 mars	48	Tous
Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ)	4 avril 2006	19	Droit au logement Droit à la santé
Comité directeur itinérance de Trois-Rivières	11 avril	10	Revenu décent Droit à la santé
Total	10 rencontres	189 personnes	

Rencontre nationale de consultation (21-22 avril 2006)

Cent quarante (140) personnes se sont réunies au Centre 7400 en provenance de 11 régions du Québec et travaillant dans le milieu de l'itinérance (organismes communautaires et institutions).

Inscriptions :

Regroupements et organismes nationaux ou canadiens	22
Montréal	48
Québec	17
Sherbrooke	9
Longueuil	11
Montérégie (extérieur de Longueuil)	2
Outaouais	13
Lanaudière	4
Drummondville	5
Laval	3
Trois-Rivières	2
Saguenay	5
Laurentides	1



Lors de cette rencontre nationale, les participants étaient invités à se pencher sur les propositions d'amendements amenées par les régions et à déterminer le contenu définitif du document en termes de revendications. Il a également été question de stratégies d'action visant à porter notre plateforme et à faire avancer nos luttes.

Photo : François Roy, rencontre du 21-22/4/2006

Couverture médiatique et rayonnement

Le 21 avril, le comité exécutif du RSIQ a tenu sur place une conférence de presse, faisant état de la participation à l'événement et rappelant l'urgence d'un engagement des différents paliers de gouvernement dans le milieu de l'itinérance à travers l'adoption d'une politique. Cette conférence a fait l'objet d'une bonne couverture médiatique : 6 entrevues ont été données, deux autres médias ont repris l'information et un a filmé une partie de l'événement.

Le projet de Politique et la rencontre nationale ont fait l'objet d'articles dans plusieurs numéros du *Bulletin des régions*. Le RSIQ a également produit un article sur la Politique en itinérance qui est paru dans la rubrique info-RAPSIM du magazine L'Itinéraire du 15 avril 2006.

Les suites

La plateforme fera l'objet d'une édition à un millier d'exemplaires et d'un lancement lors de l'assemblée générale annuelle du 15 septembre 2006. Elle donnera lieu à

l'élaboration de nos prochains plans annuels d'action à partir de l'établissement de priorités parmi les quelque 90 revendications énoncées. Les tables régionales seront sollicitées pour participer à cette priorisation.

Des activités de diffusion et de représentation sont à prévoir en 2006-2007 pour faire connaître notre plateforme et pour faire avancer nos revendications.

3. Cadre ministériel de référence sur l'itinérance

Mme Margaret Delisle, Ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation et responsable du dossier itinérance depuis son arrivée au ministère de la Santé et des Services sociaux en février 2005, annonçait à l'automne 2005 la formation d'un groupe de travail sur un cadre de référence sur l'itinérance du MSSS. Trois de nos membres ont été invités à contribuer à ce groupe de travail dont la composition est majoritairement institutionnelle : Pierre Gaudreau, François Roy et Michel Simard.

Nous avons mené des représentations pour que soit élargie la composition communautaire du groupe de travail, notamment pour que puissent être partie prenante la permanence du RSIQ, le RAIQ, le RAPSIM, le Regroupement des auberges du cœur et l'association des organismes de travail de rue (en cours de constitution). Nos demandes ont été rejetées jusqu'ici par le MSSS.

Ce cadre vise à baliser l'intervention en itinérance du MSSS dans le contexte de la fin d'IPAC 2. Nous avons fait valoir la nécessité d'une vision large de l'itinérance au gouvernement du Québec : comme nous l'avons abordé dans notre propre plateforme, l'itinérance doit sortir du seul champ de la santé et des services sociaux et on doit aussi aborder cette problématique selon les angles justice, logement, pauvreté, etc. Cette vision a trouvé un bon écho chez les membres du comité : CRI, représentants des CSS, ville de Montréal, etc.

Deux rencontres ont eu lieu avant que les travaux ne soient ajournés pour permettre à l'administration de se consacrer de façon prioritaire à la mise en place de la prolongation d'un an de l'IPAC. La reprise des travaux est prévue en septembre 2006.

Objectif 3 : Lutte à la pauvreté

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2005-2006 :

Obtenir une amélioration du revenu des personnes en situation de pauvreté

Le RSIQ a contribué à la lutte à la pauvreté à travers deux activités majeures :

1. la déclaration « Le Droit de cité » qui nommait le droit de tous à un revenu décent permettant de combler les besoins essentiels et dont la campagne de signatures s'est clôturée par un événement « la pauvreté, c'est à l'année » à l'époque même où sont organisées les grandes guignolées.
2. le projet de Politique en itinérance qui fait de la question du revenu un axe majeur et qui énonce des revendications liées à la hausse des revenus d'aide sociale, la hausse du taux de salaire minimum, l'amélioration de l'accessibilité aux prestations de soutien au revenu, une réforme fiscale permettant une meilleure redistribution de la richesse.

Le RSIQ a également contribué à des campagnes lancées par d'autres groupes, notamment en appuyant le *Rapport social* adressé par la Ligue des droits et libertés au Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'Organisation des Nations Unies.

Cette année, le dossier de la lutte contre la pauvreté a connu peu d'avancées au Québec. Ce sujet n'a pas fait l'objet de l'actualité, à part à l'occasion de la sortie du rapport des Nations Unies. Mentionnons également un rapport sorti au courant de l'année et qui faisait état de la pauvreté des travailleurs à faible revenu dans la région de Montréal. Les groupes en pauvreté n'ont pas réalisé de mobilisations majeures dans ce dossier. En juin 2006, la ministre Courchesne déposait pour avis une nouvelle série de règlements qui viennent préciser l'application de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles. Rien qui vienne régler la situation de pauvreté pour les personnes vivant de l'aide sociale, ni des autres personnes en situation de pauvreté.

Objectif 4 : Logement



Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2005-2006 :

Obtenir une consolidation et une amélioration des politiques actuelles en matière de logement social afin de prévenir et de soulager l'itinérance

Photo : Diane Delorme, action du 13/12/2005

Là encore, le RSIQ a contribué au dossier logement à travers les mêmes deux activités majeures :

1. la déclaration « Le Droit de cité » qui nommait le droit au logement.
2. le projet de Politique en itinérance qui fait de la question du logement un axe majeur et qui énonce des revendications liées à la construction / conversion de nouveaux logements sociaux, au renforcement du contrôle du marché privé, au financement du

soutien communautaire en logement, ainsi qu'à des mesures destinées aux personnes sortant d'institutions.

Un cadre de référence provincial en matière d'habitation devait être dévoilée à l'automne 2005, mais ne l'a finalement pas été. Le RSIQ n'a donc pas eu à se positionner et à participer à des consultations.

Nous avons soutenu les demandes des groupes en logement (tels le FRAPRU) lors de nos sorties médiatiques, par exemple au niveau du budget fédéral, tout au long de l'année. Le souci de distinguer logement et itinérance, ainsi que les interventions et les programmes de financement qui y sont reliés, a été constant dans nos représentations.

Concernant le dossier du support communautaire, en décembre 2005, le RSIQ a collaborer avec 3 autres regroupements (FRAPRU, Regroupement des auberges du cœur, Fédération des locataires des HLM du Québec) pour questionner le cadre proposé par la SHQ et le MSSS qui ne s'accompagne pas d'une enveloppe financière. Le RSIQ a également agi en appui au RAPSIM qui a développé une intervention sur ce dossier avec la FOHM (fédération des OSBL d'habitation de Montréal).

Le 15 mars 2006, le RSIQ a participé à une conférence de presse organisée par le FRAPRU portant sur le budget Audet afin de réclamer un réinvestissement du gouvernement du Québec sur le logement social. Cette conférence a donné lieu à une coalition de 6 regroupements.

En mars, le RSIQ est également intervenu auprès du gouvernement du Québec pour que soient assurées pour cette année encore les mesures de supplément au loyer d'urgence.

Le 16 mai 2006, le RSIQ a contribué avec une coalition de regroupements logement à une conférence de presse organisée par le FRAPRU et le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) portant sur le projet de la ministre Normandeau d'accélérer le processus de traitement des évictions à la Régie du logement. Ce type de mesures ne permettrait pas de régler selon nous le problème de non paiement de loyer le plus souvent dû à une incapacité de payer et aux coûts exorbitants des loyers sur le marché privé.

Plusieurs actions et mobilisations ont eu lieu cette année dans le dossier du logement. Cependant, peu d'avancées dans ce dossier puisque l'on constate toujours de grandes difficultés pour les personnes seules comme pour les ménages à faible revenu de trouver des logements décents à des prix accessibles. Le nombre d'évictions pour non-paiement est toujours en croissance, de même que les coûts moyens de loyers, et ce dans la plupart des régions du Québec, dans les grandes villes comme dans celles de taille moyenne. Du côté du financement du logement social, Québec a annoncé de nouvelles unités dans le cadre d'Accès-Logis; en revanche, du côté du fédéral, nous n'avons pas encore de nouvelles des budgets pour le logement abordable votés en juin 2005 et confirmés par les Conservateurs lors de leur arrivée au pouvoir.

Objectif 5 : Vie associative

Rappel de l'objectif fixé dans le plan d'action 2005-2006 :
Favoriser les échanges entre les groupes, la circulation de l'information et maintenir le dynamisme de la vie associative

1. Production et diffusion d'information

Bulletin des régions

En 2005-2006, 4 bulletins des régions ont été produits et diffusés par courriel principalement. Ils ont fait état à la fois de la vie associative du RSIQ (AGA, membership, etc.), des dossiers traités (ex : Projet de politique) et des campagnes menées (ex :IPAC).

	Table des matières
Édition de novembre 2005	Bilan de l'Assemblée générale annuelle : p. 2 IPAC 3 : où en est-on ? : p. 3 Des travaux pour une reconnaissance sociale et financière de l'itinérance : p. 4 Travaux du MSSS sur un cadre de référence en itinérance : p. 4-5 Le Droit de cité : une campagne qui bat son plein ! : p. 5 Actes des États généraux disponibles : p. 5 Tour des régions de la Nuit des sans-abri : p. 6-7 Surplus de la SCHL et logement social : Une occasion manquée : p. 8 Cadre de gestion sur le soutien communautaire : p. 8-9 Pour une solution d'ensemble au problème de sous-financement : p. 9 Valleyfield : un programme de réinsertion novateur et efficace : p. 10
Édition de janvier 2006	Spécial élections fédérales Bilan du gouvernement Martin : p. 2 Engagements des partis : p. 3-4 La place du Québec : p. 4 Nos demandes : p. 5-6 Prolongation d'IPAC : où en est-on ? : p. 6 Projet québécois de Politique en itinérance : p. 7 Appuis au financement du RSIQ : p. 8
Édition de mars 2006	Pour une Politique en itinérance : p. 2-4 Prolongation d'IPAC : où en est-on ? : p. 5-6 De nouveaux critiques en chambre : p. 7 Que doit-on attendre du Budget fédéral ? : p. 8 Demandes du RSIQ face au budget Audet : p. 8 Avis du RAPSIM sur le budget Audet : p. 9-10 Droits sociaux : le Canada et le Québec devant l'ONU : p. 10 DPJ : A-t-on oublié ce que les jeunes ont à dire ? : p. 11 Des nouvelles du Collectif de recherche en itinérance : p. 12
Édition de mai 2006	Spécial Politique en itinérance Rencontre nationale : un bilan positif : p. 2 Les suites à prévoir : p. 3 Remerciements : p. 3

	Les enjeux et le contexte du projet de Politique en itinérance : pp 4-6 La vision de l'itinérance à travers quelques mots : pp. 7-8 Regards croisés sur le projet de Politique : pp. 8-10 Les stratégies d'action pour une Politique : l'expérience du FRAPRU : pp. 10-11 Le plan d'action proposé par le RSIQ : pp 12 Budget fédéral et itinérance : un oubli à corriger : p. 13 Le Canada comparait devant les Nations Unies : p. 13 Recherche femmes et itinérance à Québec : p. 14 Capsules du Collectif de recherche sur l'itinérance : p. 15
--	--

Site Internet RAPSIM

Au cours de l'année 2005-2006, le site Internet du RAPSIM a continué de servir de vitrine au RSIQ puisque nous y avons créé en octobre 2005 une section dédiée en plus de placer un certain nombre d'informations sur la page d'accueil du RAPSIM.

En 2005-2006, le site du RAPSIM a connu une hausse importante de sa fréquentation. Le RSIQ en bénéficie et en est aussi en partie responsable.

ANNÉE 2004-2005	Visiteurs différents (total site)	ANNÉE 2005-2006	Visiteurs différents (total site)
		Juil 2005	479
		Août 2005	644
		Sep 2005	683
		Oct 2005	1144
Nov 2004	316	Nov 2005	1368
Déc 2004	312	Déc 2005	996
Jan 2005	349	Jan 2006	1020
Fév 2005	385	Fév 2006	1050
Mar 2005	421	Mar 2006	1100
Avr 2005	485	Avr 2006	1064
Mai 2005	765	Mai 2006	1004
Juin 2005	526	Juin 2006	732

La section contient maintenant 11 pages qui présentent :

- Le RSIQ de façon générale
- le Bulletin des régions
- des informations sur le projet de Politique (notamment la programmation et le formulaire d'inscription pour la rencontre nationale) et des outils de consultation
- des mémoires et articles rédigés à diverses occasions
- notre salle de presse contenant les convocations pour nos conférences de presse ainsi que les communiqués de presse
- la campagne Le Droit de cité
- les campagnes et activités de mobilisation (notamment autour d'IPAC)
- des informations corporatives et sur le membership
- les États généraux de 2005

Le contenu du site est mis à jour régulièrement.

Autres publications

Plusieurs articles ont été soumis pour publication : à la revue « Politique sociale » (un article sur notre participation à la 1^e conférence canadienne sur l'itinérance), à la revue

sur la toxicomanie et le jeu excessif « L'intervenant » (article sur le bilan IPAC, publié dans le numéro d'avril 2006) et enfin pour un recueil de textes du Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale (article sur la mobilisation politique, à paraître à l'automne 2006).

2. Vie associative

Assemblée générale annuelle

Le 23 septembre 2005, ce sont 35 personnes en provenance de 11 territoires qui ont participé à l'AGA du RSIQ. Cette rencontre a permis d'amorcer ou de poursuivre des collaborations qui se sont avérées fructueuses au cours des mois qui ont suivi. La présentation du rapport d'activités 2004-2005 a permis de jeter un regard sur le travail accompli, exceptionnel tant en quantité par rapport aux ressources dont disposait le RSIQ qu'en qualité, notamment au niveau de l'organisation des États généraux et de sa présence accrue au niveau médiatique. L'adoption d'un plan d'action a permis de mobiliser les régions et de donner une impulsion au Réseau pour poursuivre sur sa lancée. Les prémisses du projet de Politique en itinérance ont fait l'objet d'une présentation et d'une discussion entre les membres.

Membership

Au cours de l'année 2005-2006, 2 nouvelles concertations régionales se sont jointes (Groupe Action Solution Pauvreté de Granby et Comité directeur itinérance de Trois-Rivières), venant renforcer les adhésions au RSIQ. Ce sont donc 11 concertations régionales qui ont adhéré formellement au RSIQ; ces concertations représentant au total plus de 200 organismes. D'autres organismes intervenant en itinérance sans qu'il y ait de concertation dans leur région sont également restés membres (ex : Au Bercaïl de St-Georges-de-Beauce, Le Répit du Passant à Rimouski, etc.). Cette année, seul le CRI est resté membre associé du Réseau; les autres partenaires institutionnels y participant par le biais des tables de concertation.

État des concertations en région

Les concertations régionales en itinérance sont très différentes les unes des autres : historique de mise place (certaines depuis 30 ans, d'autres depuis IPAC), composition (communautaire / communautaire et institutionnelle), fonctionnement, implication de ses membres, dossiers prioritaires, etc.

Le travail de réseautage fait par le RSIQ a contribué à renforcer d'une certaine manière les concertations régionales en amenant de l'information à leurs membres, en les mobilisant dans des campagnes et surtout en leur demandant de réaliser des activités dans leur région pour relayer les prises de position communes (par exemple des conférences de presse).

Les membres des concertations régionales ont également été amenés à se rencontrer entre eux autour du projet de Politique en itinérance lors de la tournée du RSIQ, ce qui leur a permis d'échanger sur leur vision de l'itinérance et des solutions à y apporter.

Le RSIQ a été sollicité par la Table de concertation des SDF de Longueuil pour participer à deux journées de réflexion stratégique (les 30 août et 29 septembre 2005)

visant à faire le point entre les membres sur les objectifs visés par la Table et son fonctionnement. Notre participation a permis d'apporter un éclairage extérieur et a consisté à susciter une mobilisation des membres « au-delà d'IPAC ».

Un des mandats importants de la permanence du RSIQ est de maintenir et resserrer ses liens avec les différentes concertations membres et d'assurer une visibilité du Réseau dans les régions. Outre les contacts téléphoniques et électroniques fréquents, les bulletins d'information, les rencontres des comités, la tournée de consultation, le RSIQ a participé aux événements suivants en région qui lui ont permis de rencontrer les groupes et d'approfondir la connaissance du terrain :

- AGA du RAIQ (28 septembre 2005),
- AG spéciale du RAPSIM (13 octobre 2005),
- rencontre du Comité de lutte de Gatineau (6 décembre 2005),
- rencontre de la Table itinérance de Saguenay (14 décembre),
- journée de sensibilisation organisée par le Comité régional en itinérance de la Montérégie : « L'itinérance en Montérégie une responsabilité à partager » (30 mars 2006),
- rencontre du Comité local itinérance de Sainte-Thérèse / travail de rue Laurentides (13 juin 2006).

Participation aux activités

Au-delà du membership, ce sont des groupes de 12 régions du Québec qui ont participé en 2005-2006 aux campagnes et activités du RSIQ. Il faut souligner à ce titre la contribution de près de 500 organismes différents à nos campagnes IPAC ainsi que les 140 inscriptions à la rencontre nationale de consultation d'avril 2006, des chiffres d'envergure considérant les moyens modestes du RSIQ.

Nos actions publiques ont permis également de mobiliser un grand nombre de personnes : pensons particulièrement à l'action IPAC du 12 septembre 2005 (300 personnes au total) et à l'événement Droit de cité le 13 décembre 2006 (150 personnes), parmi lesquelles des personnes usagères ou anciennes usagères de ressources en itinérance.

Comité de coordination et comité exécutif

Le comité de coordination (COCO) contribue largement à l'échange sur les réalités régionales puisque nous avons fait à chaque rencontre un tour des régions. Le rôle du COCO est de décider de toutes les orientations relatives aux campagnes et activités du RSIQ.

Le rôle du comité exécutif (CE) en est un de suivi et d'application des décisions du COCO, d'appui au travail de la coordination, de suivi des finances, de représentations politiques, etc.

Il faut signaler qu'à plusieurs occasions des membres du COCO ont accompagné le CE et la coordonnatrice dans les représentations politiques.

En 2005-2006, les membres du COCO se sont réunis 9 fois et ceux du CE 11 fois. La préparation de la rencontre nationale ainsi que la mobilisation pour la prolongation

d'IPAC les ont particulièrement occupés. Le travail de réflexion et de rédaction du projet de Politique (plateforme) a quant à lui fait l'objet de réunions d'un comité ad hoc (*voir section dédiée au projet de Politique dans le présent rapport*).

Date	Lieu	Rencontre
2 août 2005	Montréal	CE
11 août 2005	Montréal	COCO
31 août 2005	Au téléphone	CE
19 septembre 2005	Au téléphone	CE
23 septembre 2005	Drummondville	COCO (2 fois)
28 octobre 2005	Au téléphone	CE
31 octobre 2005	Par courriel	COCO
17 novembre 2005	Montréal	COCO
20 janvier 2006	Montréal	COCO + CE
1 ^{er} février 2006	Au téléphone	CE
15 février 2006	Au téléphone	CE
17 février 2006	Drummond	COCO
1 ^{er} mars 2006	Au téléphone	CE
17 mars 2006	Au téléphone	CE
31 mars 2006	Montréal	COCO
10 mai 2006	Au téléphone	CE
12 mai 2006	Montréal	COCO
1 ^{er} juin 2006	Au téléphone	CE
16 juin 2006	Au téléphone	COCO

Contribution bénévole

Compte tenu des moyens financiers limités dont dispose le RSIQ, les organismes ou concertations régionales auxquels appartiennent les membres du COCO, du CE et du comité politique ont assumé cette année encore les coûts liés aux déplacements pour les rencontres de ces différents comités, pour les représentations politiques ou pour les actions.

Les membres ont aussi donné de leur temps à l'occasion de la rencontre nationale d'avril 2006, notamment pour l'animation ou la prise de note lors des ateliers.

3. Partenariats

Regroupements nationaux

Cette année, le RSIQ a continué de collaborer avec des regroupements nationaux : Regroupement des Auberges du Cœur, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec, COCQ-SIDA, FRAPRU, Front commun des personnes assistées sociales du Québec, etc.

Le travail sur la plateforme de revendications a aussi été l'occasion de mieux connaître les travaux et les revendications d'autres groupes, pour s'en inspirer et se positionner.

Le RSIQ a contribué à un comité chargé de sélectionner les nominés pour les prix pompon de la Nuit des sans-abri.

Collectif de recherche sur l'itinérance

Plusieurs rencontres ont eu lieu avec les responsables du CRI afin d'explorer les voies de collaboration. Nous contribuerons particulièrement à deux projets de recherche, l'un sur les concertations régionales en itinérance et l'autre sur l'arrimage des milieux de la recherche et de la pratique.

Nous avons également participé le 26 mai 2006 à la dernière édition du colloque du CRI sur le thème « itinérance et santé mentale ».

National Housing and Homelessness Network (NHHN) / réseau national sur le logement et l'itinérance

En 2005-2006, le RSIQ a poursuivi sa participation à un réseau pancanadien d'échanges sur le logement et l'itinérance. Ce réseau a donné lieu à 6 conférences téléphoniques tout au long de l'année (11 juillet, 27 octobre 2005, 5 janvier, 3 mars, 12 avril et 15 juin 2006).

Notre participation a surtout visé à connaître les revendications menées dans le reste du Canada sur ces dossiers et à faire valoir la nécessité d'inclure davantage les préoccupations relatives au programme IPAC. De façon générale, les organismes actifs à l'extérieur du Québec sont préoccupés davantage par les questions relatives au logement (du fait du retrait des provinces du financement du logement), particulièrement le logement abordable comme étant une solution à l'itinérance à privilégier. Il faut également préciser que le RSIQ et le FRAPRU sont les seuls regroupements provinciaux à participer puisque ailleurs au Canada, il existe davantage de coalitions locales.

Nous avons traduit quelques outils en anglais : « droit de cité » et campagne IPAC afin de les diffuser auprès de nos partenaires du réseau canadien.

Nous avons eu l'occasion de collaborer plus particulièrement avec une coalition de groupes en itinérance d'Ottawa, Alliance to End Homelessness (ATEH) pour une conférence de presse conjointe à la Chambre des communes le 8 juin 2006. Nous chercherons au cours de la prochaine année à développer ce type de collaboration afin que d'autres voix s'élèvent pour défendre IPAC à l'extérieur du Québec.

Objectif 6 : Financement

Cette année, la recherche de financement s'est effectuée sur la base du projet de Politique en itinérance. Amorcée en septembre 2005, elle s'est poursuivie jusqu'à l'hiver avec la relance de certains bailleurs de fonds.

Le RSIQ a réussi à obtenir l'appui financier du MSSS à travers un montant discrétionnaire. Avec les changements au pouvoir à Ottawa, il n'a pas été possible cette année d'obtenir le soutien du gouvernement fédéral. Le RSIQ ne bénéficie donc d'aucun soutien public récurrent.

Au municipal, la Ville de Montréal a de nouveau accordé son appui au RSIQ.

Concernant les dons, le RSIQ a obtenu des fonds de communautés religieuses ainsi que du mouvement syndical. Il faut souligner que pour la 1^e fois, la Conférence religieuse canadienne a recommandé aux communautés de nous accorder des dons, malheureusement ceci n'a pas entraîné autant de dons que nous l'espérons.

Le RSIQ a dû faire appel à la générosité des organismes en itinérance et a sollicité des dons (en plus des montants de cotisation qui sont demeurés modestes cette année).

Enfin, les inscriptions à la rencontre nationale ont amené une source importante d'autofinancement au RSIQ.

Le financement du RSIQ reste un enjeu préoccupant pour le regroupement et occupe les énergies tant de la permanence que du comité exécutif.

Conclusion

Tout comme l'année passée, 2005-2006 a été une année chargée pour le RSIQ.

Les revendications menées en faveur d'IPAC 3 ont permis de faire des gains, notamment en termes de mobilisation des groupes itinérance au Québec. Si nous avons obtenu la prolongation de ce financement pour un an, les perspectives dans ce dossier ne sont pas extrêmement encourageantes au-delà du 31 mars 2007.

Le projet de Politique en itinérance a aussi mobilisé beaucoup d'énergie et il faudra que le Réseau entretienne et canalise cette énergie pour porter dans les prochains mois et années les revendications qui ont émergées de ce travail. C'est une année charnière pour le RSIQ puisqu'il se dote pour la 1^e fois d'une plateforme de revendications. Les préoccupations des groupes en itinérance quant aux droits des personnes auprès desquelles ils interviennent se sont retrouvées dans la campagne menée par le RSIQ avec la Déclaration « Le Droit de cité » qui a connu un large succès.

La vie associative, très dynamique en 2005-2006, devra elle aussi être entretenue par des campagnes, des actions menées conjointement dans les régions et des rencontres au cours des prochaines années.

Le dossier du financement devra progresser en 2006-2007 pour nous permettre d'atteindre nos autres objectifs.

Annexe : Interventions publiques

date	événement	Titre du communiqué
14 octobre 2005	Occupation bureau comté L. Robillard	Les groupes de sans-abri occupent à Westmount
14 octobre 2005	Occupation bureau comté L. Robillard	Suite à l'occupation de son bureau La ministre Robillard s'engage à intervenir pour les sans-abri
1 ^{er} novembre 2005	Consultations du Comité permanent des finances de la Chambre des communes	Des groupes rappellent l'urgence d'un financement fédéral en itinérance
13 décembre 2005	Dévoilement des appuis à Droit de cité	Droit de cité : une déclaration solidaire des sans-abri
17 janvier 2006	Campagne fédérale	Campagne électorale : Des engagements nettement insuffisants pour les sans-abri
15 mars 2006	budget Audet	À une semaine du budget Audet Une coalition réclame de nouveaux investissements dans le logement social et communautaire (FRAPRU)
5 avril 2006	Discours du trône	Les sans-abri oubliés dans le discours du trône
21 avril 2006	Rencontre nationale du RSIQ	Rencontre nationale pour une Politique en itinérance
2 mai 2006	dévoilement du budget Flaherty	Budget : Les Conservateurs ignorent les sans-abri
16 mai 2006	Projet sur les évictions	Vaste mouvement contre le projet de la ministre Normandeau (FRAPRU, RCLALQ)
8 juin 2006	Question du Bloc en chambre	Le silence d'Ottawa inquiète les sans-abri et leurs représentants